

La mobilisation de ce mardi 30 septembre 2008 confirme l'état de profond mécontentement des salariés des établissements du secteur sanitaire et social. Les salaires, la dégradation des conditions de travail et la défense des conventions collectives sont au centre des préoccupations et revendications des salariés de la BASS et de la BAD.

BAD - BASS : Personne n'est épargné !



Alors que les places boursières sont secouées par une crise financière majeure, le gouvernement "Sarkozy" se prépare à mener de nouvelles offensives sur la protection sociale (Assurances maladies et retraites) et les services publics (hôpitaux publics, Poste notamment).

Cette crise sert à renvoyer à plus tard toutes les mesures sur les salaires, augmentant la précarité et la pauvreté. Le nombre de chômeurs augmente aussi avec la fin des contrats aidés, et la suppression de nombreux emplois dans les entreprises.

Quel Avenir !

Même nos employeurs s'inquiètent aujourd'hui de l'appauvrissement des salariés du secteur et notamment pour les bas salaires. Plus ou moins 15% de pertes de pouvoir d'achat en 10 années selon les calculs. Des salaires passent sous la barre du SMIC dans toutes les conventions collectives, des reculs sociaux sont partout programmés, des statuts conventionnels remis en cause. Tel serait l'avenir de notre secteur selon le gouvernement et les patrons.

Dans la BAD c'est la mise en concurrence avec le CESU (chèques emplois services) qui pèse un peu plus sur les salaires. Dans de nombreux établissements de la BASS les restrictions budgétaires entraînent des déficits importants pouvant aller jusqu'à la fermeture de services et à des licenciements.

De ce non-avenir là, les salariés de la BASS et de la BAD sont venus massivement à Paris comme dans toute la France, dire au gouvernement qu'ils n'en voulaient pas.

Il est urgent de renvoyer les politiques antisociales dans les poubelles de l'histoire.

Quelle suite à cette mobilisation ?

Cette journée du 30 septembre n'est qu'une première étape de la mobilisation générale indispensable pour sauver la protection sociale, les services publics et les missions de services publics du secteur associatif. L'unité d'aujourd'hui doit s'étendre à l'ensemble des salariés de la santé et du social qu'ils soient du privé ou du public. **Ensemble nous pouvons gagner !**

Il est important aussi d'informer le public, les usagers de nos services pour que tous ensemble nous défendions l'accès gratuit à la santé et aux services médico-sociaux pour tous et partout.

A cet effet, la Fédération Sud Santé Sociaux appelle les salariés à discuter de la suite à donner à la mobilisation dans des AG. La bataille engagée sur les salaires doit aussi s'accompagner d'une défense pied à pied des statuts et des conventions collectives.

Notre fédération fait la proposition à tous les salariés de débattre de la nécessité d'une convention collective unique pour l'ensemble du secteur, convention unique que nous proposons à travers un projet à discuter et à amender... Mais dès à présent exigeons du gouvernement et des patrons une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

- **300 Euros nets pour tous !**
- **un salaire mensuel minimal à 1500 Euros nets !**
- **Non à la casse des conventions collectives !**
- **Pas de salaires individualisés et au mérite !**
- **Pour une convention collective unique de la Branche !**

Solidaires
Union syndicale

Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
70 rue Philippe de Girard 75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org